

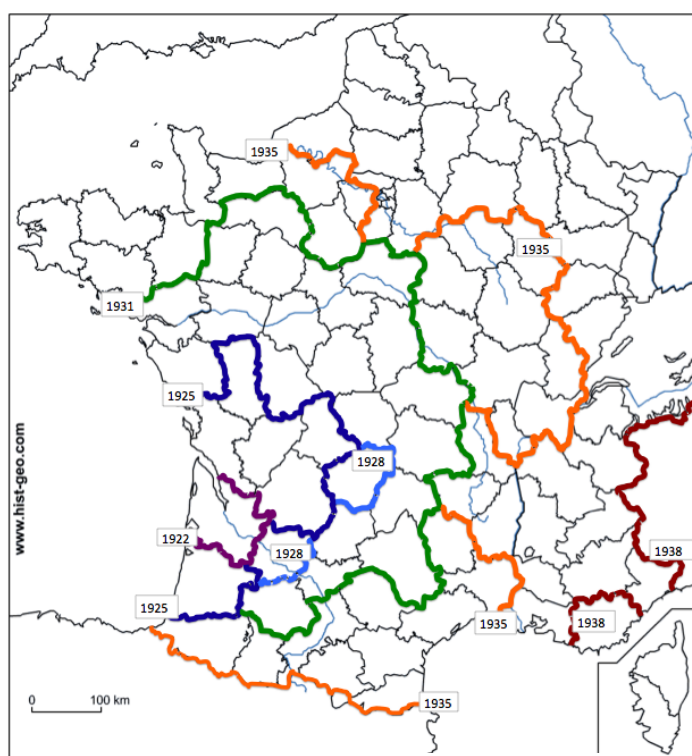


L'irréremédiable progression du doryphore de la pomme de terre (1922-1931)

Le *leptinotarsa decemlineata* Say ou *doryphora decemlineata* mieux connu sous les noms de "doryphore" ou encore "bête du Colorado" a été pour la première fois observé aux Etats-Unis en 1824 par le naturaliste américain Thomas Say. Un siècle plus tard, cet insecte est présent partout en France. Comment s'est-il implanté sur notre territoire ?

Le doryphore, insecte coléoptère phytophage – appartenant comme le hanneton ou la coccinelle à la famille des chrysomélidés – est présent sur le territoire européen depuis 1876. Mais ce n'est qu'à partir de 1922 que l'insecte inquiète véritablement les successifs gouvernements français. Finalement, quinze années suffisent au doryphore pour envahir l'ensemble du territoire métropolitain. Dans l'étude des causes de cette rapide propagation, trois facteurs sont régulièrement cités : la prédominance des vents de l'Atlantique, l'obstacle du relief et la grande adaptation du coléoptère à la fois aux variations thermiques et aux traitements abiotiques. Avant tout, la prolifération de l'insecte s'explique par la recherche de nourriture. Toutefois, un autre aspect moins connu de cette expansion réside dans l'inefficacité des mesures administratives qui ont été prises, dès 1922, afin de réglementer le transport des pommes de terre en France. Cet article développe cette autre circonstance de l'invasion.

La progression du doryphore jusqu'au milieu des années 1920



Les hasards de l'Histoire font qu'au moment où le doryphore tente de s'installer dans le Nord de l'Europe à partir de 1876, un autre insecte commence son irréremédiable progression à partir du Sud de la France : le *daktulosphaira vitifoliae* ou phylloxéra. La crise viticole qui s'ensuit marque fortement les esprits. Aussi, lorsque la bête du Colorado est repérée dans la région bordelaise à la mi-juin 1922, le gouvernement de Raymond Poincaré s'empresse de prendre des mesures sévères redoutant une nouvelle crise agricole, particulièrement dans une France meurtrie par la guerre.

Le réflexe est d'abord protectionniste. Moins d'un mois après la découverte, le nouveau ministre de l'Agriculture, Henry Chéron, fait adopter un décret qui vise à interdire l'entrée et le transit de pommes de terre étrangères sur le sol français. Sur le plan de l'intérieur, le ministre délimite les régions contaminées et les zones de dispositions les plus efficaces à prendre et

Etalement progressif par pas de trois ans de l'invasion doryphorique sur le territoire français entre 1922 et 1938

réglemente le transport des produits tandis que l'exécution de ces prérogatives est confiée aux préfets et par délégation, à partir de février 1923, aux comités de défense, composés d'agronomes et de notabilités agricoles locales. Les traitements à base d'arséniate de plomb sont fournis gratuitement aux cultivateurs sinistrés. Si l'épisode du premier conflit mondial a fait nécessairement accepter l'intervention de l'Etat dans de nombreux secteurs d'activité, son immixtion, après guerre, dans le domaine agricole est loin d'être approuvée. Les protestations les plus vives viennent des négociants et des commerçants bordelais qui se trouvent contraints de réduire leurs activités. Pour rappel, Bordeaux était, en 1920, le plus gros centre de transit et de redistribution de pommes de terre en France. Face à ces permanentes protestations, son successeur au ministère, Joseph Capus, rétablit, en mai 1924, le transit des pommes de terre via le port de Bordeaux dans des conditions phytosanitaires strictes.

Désengagement de l'Etat

Puis succède une phase de calme législatif, ce qui correspond à l'apparent cantonnement de l'insecte dans les départements du Sud-Ouest. C'est alors une période où un certain optimisme se manifeste : « Malgré cette extension en surface, nous paraissions aller vers la régression du fléau », lit-on alors dans la correspondance administrative. La conséquence de ce retour de confiance est la délégation par le pouvoir central de l'entière initiative de la lutte contre le doryphore aux préfets et de son organisation aux syndicats de défense. En outre, les produits à base d'arséniate di-plombique ou d'arséniate tri-plombique, couramment utilisés et jusqu'alors gracieusement livrés aux syndicats, doivent désormais être achetés auprès des usines de produits chimiques au prix conventionné. En d'autres termes, le ministère se décharge du fardeau de la lutte biologique. Malheureusement, la météorologie des années 1927 à 1931 n'est pas favorable à la culture de la pomme de terre. Les conséquences logiques de cette défaveur climatique sont une baisse de la production qui, ajoutée aux sévères restrictions commerciales, provoquent la colère des agriculteurs du Limousin. Quant à l'insecte, il profite des années chaudes et sèches pour parcourir de grandes distances du fait du dessèchement précoce du feuillage. C'est pourquoi la dissémination doryphorique fait alors preuve d'un regain et conquiert en 1929 et en 1930 quatre départements annuellement.

La progression du doryphore continue dans les années 1930

En revanche, l'intensification de l'invasion à partir de 1931 n'est que partiellement due aux aléas atmosphériques. La principale cause de ce brusque étirement des zones contaminées est une circulaire ministérielle, en date du 26 septembre 1930, qui accorde toute latitude aux expéditeurs pour assurer le triage et le nettoyage des tubercules dans leurs propres installations (jusqu'à présent ces opérations étaient confiées à des centres organisés à cet effet.) Or, il suffit de se rappeler de cette date de 1930 et de regarder la carte de la progression doryphorique à partir de cette année-là pour se rendre compte que cet aspect de l'idéologie du "retour à la terre" a été désastreux.

Néanmoins, ce regain de l'invasion inquiète fortement les autorités. Mais au lieu de rétablir un contrôle strict du transport des pommes de terre, les successeurs de Fernand David préfèrent intensifier le combat contre le doryphore grâce à la prévention et au ramassage systématique des insectes par les élèves des écoles communales. Dans ce dessein, une propagande multiforme principalement à destination des enfants et incidemment des cultivateurs est déployée durant les années 1930. Elle est l'aveu de l'échec des différentes politiques gouvernementales de lutte contre ce redoutable ravageur.

Anne-Pauline Sébille